

Dans un contexte de crise sanitaire, sociale et économique le ministère de l'éducation nationale a un but plus que clair : garder les lycées ouverts, sans dépenser un euro. En ce deuxième confinement, les mesures prises pour notre santé sont faibles et appliquées au cas par cas. Des mesures concrètes et radicales doivent être financées pour permettre aux collégien-ne-s et aux lycéen-ne-s d'étudier en sécurité et dans des bonnes conditions.

Les masques ou flacons de gel hydalcoolique ne sont toujours pas fournis ; les lycéens se regroupent toujours dans les salles de classe, de sport, dans les cantines, sans espace ; la continuité numérique des cours est pire qu'approximative : les "mesures" ministérielles tant entendues peinent à être vues.

La seule réponse du gouvernement à ces interrogations est la répression : la logique autoritaire continue son chemin, se durcissant avec le prétexte du confinement. Autour des lycées mobilisés de région parisienne les maîtres mots sont : interdiction de manifestations, violences, verbalisations. Les éléments de langage que l'état utilise lorsque ses représentants ne sont pas sous les néons de la télévision sont bien différents des argumentaires policés des portes paroles : l'intimidation, les coups de matraques et les amendes.

Pendant que des lycéen-ne-s se mobilisent pour leurs vies et celles de leur entourage, il apparaît que des membres de l'organisation lycéenne favorite du ministère dépense ses subventions dans des restaurants étoilés, des hôtels de luxe ou des virées à l'Apple Store. Il apparaît aussi que ce dernier, informé par des adhérents d'Avenir Lycéen ayant eu vent de la fraude, aie continué son traitement de faveur en fermant les yeux face à la flagrante rupture de la convention d'utilisation des subventions.

Le ministère préfère condamner les bloqueurs que les coupables de détournement de subventions publiques. Nous refusons la criminalisation de la manifestation et nous exigeons le retrait complet et immédiat de la loi "sécurité globale", qui fait un pas de plus vers l'impunité et l'irresponsabilité policière. Nous exigeons l'application de nouvelles mesures sanitaires indispensables à nos vies, à celles de nos professeurs et de nos familles, résultat de la consultation des lycéens et des travailleurs de l'éducation nationale.

Nous nous mobiliserons sans relâche pour ces revendications et nous appelons nos professeurs à exercer leurs droits de retrait et de grève pour non seulement nos conditions d'éducation, mais nos vies. La seule réponse à la crise à laquelle nous faisons tou-te-s face est l'organisation de la solidarité.